

Délibération n° 2021-04-08/20

Objet : Approbation du compte administratif 2020 du budget du port

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 08 AVRIL 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi huit avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi deux avril 2021, s'est réuni à 9 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir* à Christiane PISTRE - Pascale MARCHAL *pouvoir* à Laurie BELTRA - Benoît DELTOUR *pouvoir* à Marc PELLET - Isabelle GIANIEL *pouvoir* à Laurent CHAMARD-BOIS

Absent excusé : Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances, à la commande publique et au contrôle de gestion, rapporte :

Vu les articles L1612-12 du Code général des collectivités territoriales et L263-18 du Code des juridictions financières ;

Avant la séance de débat puis de vote, le Conseil municipal doit élire son président de séance. Sa désignation n'a pas lieu d'intervenir au scrutin secret. Le Conseil municipal doit désigner le président de la séance avant l'approbation du compte administratif (art. L. 2121-14 du CGCT).

L'article L. 2121-14 du CGCT précise que le maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte administratif qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir adopter le compte administratif du port pour l'exercice 2020, arrêté comme suit :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
LIBELLE	dépenses ou déficit	recettes ou excédent	dépenses ou déficit	recettes ou excédent	dépenses ou déficit	recettes ou excédent
opérations de l'exercice	61 128,61	89 609,62	5 449,96	28 784,84	66 578,57	118 394,46
résultat des opérations de l'exercice		28 481,01		23 334,88	0,00	51 815,89
résultat reporté		31 038,43		36 403,00	0,00	67 441,43
TOTAUX	61 128,61	120 648,05	5 449,96	65 187,84	66 578,57	185 835,89
résultat cumulé de clôture		59 519,44		59 737,88	0,00	119 257,32
restes à réaliser	0,00	0,00	4 804,72	0,00	0,00	0,00
TOTAUX CUMULES	61 128,61	120 648,05	10 254,68	65 187,84	71 383,29	185 835,89
résultat de clôture		59 519,44		54 933,16		114 452,60

Monsieur le Maire propose d'élire monsieur Marc Pellet président de séance pour cette affaire. Aucune autre candidature n'est proposée.

Monsieur Marc Pellet est élu président de séance à l'unanimité. Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil municipal.

Hors de la présence du Maire, après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 24 voix.

Pour : 24
 Contre : 0
 Abstention : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)
 Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
 pour extrait conforme le 8 avril 2021
 Le Maire
 Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.